

Paris le 08/02/21

En pleine épidémie de Covid-19
Le ministre prétend donner aux médecins les moyens de soigner.
Dans les faits : il continue de détruire l'hôpital.

Les besoins d'hospitalisation n'ont jamais été aussi importants. La crise sanitaire avait fait dire au président Macron et à ses ministres que l'on ne verrait plus de situations tragiques se reproduire. Le ministre Véran déclarait en mai 2020 vouloir sortir du dogme des fermetures. **Pourtant les fermetures continuent à marche forcée.**

- Avec les regroupements des hôpitaux de Juvisy, Longjumeau et Orsay, ce sont plus de 600 lits qui devraient disparaître.
- La construction du nouvel hôpital Nord de Paris à Saint-Ouen, en remplacement de Bichat et Beaujon devrait se traduire par la suppression de 300 lits. Une lettre ouverte à Emmanuel MACRON, Olivier VERAN et Martin HIRSCH directeur de l'APHP des personnels de l'hôpital Beaujon avec leurs organisations syndicales FO, CGT ainsi que le Comité Inter Urgence demandant le maintien de l'hôpital a recueilli près de 1000 signatures dans la population.
- À l'hôpital gériatrique Émile-Roux de Limeil-Brévannes dans le Val-de-Marne, le projet de reconstruction de l'hôpital dans des bâtiments neufs entraînera la suppression de 150 lits de prise en charge de long séjour, sur 390 lits actuellement.
- À l'hôpital Albert Chenevier de Créteil, une unité de psychiatrie de 20 lits doit être définitivement fermée et transférée vers une clinique psychiatrique privée de Crosne, appartenant au groupe Orpea-Clinea.
- A Reims, le Comité Pour le Performance et la Modernisation (COPERMO) prévoit la suppression d'au moins 184 lits au CHU de Reims d'ici 2027.
- Au centre hospitalier psychiatrique du Rouvray, 80 fermetures de lit entaient annoncées, la mobilisation de 115 médecins et des personnels sur une lettre ouverte à l'ARS a fait reculer le projet mais aucun engagement écrit n'a été obtenu.
- Suppression de l'enseignement à l'hôpital pour les enfants hospitalisés à Paris Enfants Malades.
- 360 suppressions de lits programmés au CHU de Tours d'ici 2026.
- Depuis mars 2020, les possibilités d'hospitalisations en réanimation et soins critiques en Ile-de-France ont diminuées !

Et la liste n'est pas exhaustive*.

Le résultat de cette politique est une situation catastrophique qui met les médecins dans l'impossibilité de prendre en charge correctement les malades du COVID comme ceux relevant d'autres soins.

En paroles : le président Macron et le ministre Véran ont clamé après le Ségur de la santé que la situation économique et l'avenir des médecins hospitaliers - praticiens hospitaliers - avaient été améliorés comme jamais.

Dans les faits : les démissions, les mises en disponibilité et les arrêts maladies n'ont jamais été aussi nombreux.

Dans les faits : le mois de janvier 2021 a été marqué par des grèves et des protestations massives : 10 000 courriers avec AR adressés au Centre National de Gestion contre la grille de salaire injuste et dévalorisante issue de ce Ségur qui fait passer par pertes et profits 4 années de carrière.

Dans les faits : aucune réponse n'a été apportée par le ministre aux médecins qui demandent une revalorisation. Les médecins maltraités veulent quitter l'hôpital, alors que plus de 25% des postes sont déjà vacants.

Les hospitaliers sont fondés à se poser la question : **n'est-ce pas à dessein que le pouvoir politique mène cette politique ?**

En effet, un hôpital ou un service sans médecins ne peut plus fonctionner, c'est alors la voie pour fermer plus de lits et de services, supprimer des postes et s'attaquer à tous les personnels des hôpitaux **en particuliers les plus précaires.**

Ce communiqué se veut un cri d'alarme à l'ensemble du corps médical, à l'ensemble des personnels des hôpitaux et à la population, pour sauver l'hôpital :

- les médecins doivent pouvoir rester à l'hôpital avec une grille de salaire juste, reconnaissante de leur savoir, de leur travail et des soins dévoués qu'ils prodiguent aux patients.
- les fermetures de lits doivent cesser immédiatement.
- un plan massif de réouverture de lits et de recrutement de personnels correctement rémunérés doit être décidé.

*Le SNMHFO appelle les médecins à transmettre au syndicat les informations concernant les fermetures et les situations précises de destruction d'unité dans les hôpitaux afin de combattre chacune d'entre elles de la manière la plus organisée possible.

Le SNMHFO appelle les médecins hospitaliers à renforcer le syndicat.

Contact : Dr C.Venet, 06 68 02 80 73 – snmh.fo@fosps.com